

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul  
N° 212 : du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2025

### Japon

Face à la hausse des prix du riz, le gouvernement annonce des mesures pour détendre le marché

Le Japon cède sa place de premier créancier mondial

Pressions croissantes pour réduire la taxe à la consommation

La relance de l'industrie japonaise des semi-conducteurs progresse lentement

Le projet d'acquisition de U.S. Steel par Nippon Steel pourrait finalement aboutir

### Corée du Sud

LEE Jae-Myung est élu Président de la République de Corée, avec un programme économique classé au centre-gauche

Face aux incertitudes économiques, les autorités mettent l'accent sur la relance

Les chantiers navals Hanwha au cœur des enjeux de coopération Corée-Etats-Unis

Samsung Electronics réalise sa plus grosse acquisition en 8 ans avec le rachat de l'allemand FläktGroup

LG Energy Solution investit dans une usine de recyclage de batteries en France

# Japon

## Politiques économiques

Face à la hausse des prix du riz, le gouvernement annonce des mesures pour détendre le marché. Depuis juillet dernier, le prix de cet aliment de base de l'alimentation japonaise a fortement augmenté en raison des effets conjugués d'une mauvaise récolte, d'un rebond de la consommation domestique et d'achats de précaution liés à la crainte d'un grand séisme. Deux fois plus onéreux qu'un an auparavant, le riz est au centre de critiques envers le gouvernement, dont les mesures (vente d'une partie des stocks publics) n'ont jusqu'ici pas eu d'effets notables. Le ministre de l'Agriculture Taku ETO a ainsi dû quitter son poste pour une déclaration jugée insensible (ayant fait savoir qu'il n'achetait jamais de riz tellement il en recevait de ses supporters). Son remplaçant Junichiro KOIZUMI a annoncé que les ventes de stocks publics s'effectueraient désormais de gré à gré avec les distributeurs et à un prix réduit. Après une première attribution destinée aux grands distributeurs, dont l'arrivée en rayons a été largement médiatisée et rencontré un net engouement du public, une deuxième vague a été annoncée au profit des PME gérant des volumes plus limités. La participation est conditionnée à un prix final n'excédant pas 2 000 JPY (environ 12 EUR) maximum, soit moins de la moitié du prix moyen constaté depuis plusieurs mois. L'objectif annoncé par le gouvernement est un retour rapide des prix moyens autour de 3 000 JPY/5 kg (env. 18 EUR). [Japan Times](#), [NIKKEI](#)

**Le Japon cède à l'Allemagne sa place de premier créancier mondial après 34 années en tête du classement.** L'Allemagne passe devant le Japon avec un stock de créances extérieures nettes équivalent à 573 475 Mds JPY (3 500 Mds EUR), bénéficiant d'un excédent courant massif de 248,7 Mds EUR en 2024, largement soutenu par une balance commerciale excédentaire. Les avoirs extérieurs nets japonais ont pourtant atteint un niveau record en 2024, à 533 050 Mds JPY (3 253 Mds EUR), en hausse de près de 13 % sur un an (472 189 Mds JPY en 2023). Cette progression est notamment liée à la dépréciation du yen, qui a mécaniquement accru la valeur des actifs en devise nationale. À titre de comparaison, l'excédent courant japonais atteint 29 400 Mds JPY, soit environ 180 Mds EUR. Le rythme d'accumulation d'actifs extérieurs est néanmoins plus soutenu côté allemand. La Chine, avec 516 300 Mds JPY d'actifs nets, pourrait à son tour dépasser le Japon en 2025. Pour autant, Tokyo continue de renforcer ses positions à l'étranger, via des investissements directs importants aux États-Unis et au Royaume-Uni, dans des secteurs comme la finance, l'assurance et le commerce de détail. Le ministre des Finances, K. KATO, a ainsi

relativisé cette annonce, soulignant que la position extérieure du Japon restait solide et continuait de progresser. [Nikkei Asia](#), [Japan Times](#), [Ministry of Finance](#).

Le gouvernement japonais fait face à des pressions croissantes pour réduire la taxe à la consommation, dans un contexte de hausse du coût de la vie. Le Japon est confronté à une inflation élevée depuis six mois (+3,6 % en avril), ce qui a entraîné une baisse de la consommation des ménages. Cette dernière a pesé sur l'activité au premier trimestre 2025, avec une contribution négative de -0,1 point à la croissance. Le PIB s'est d'ailleurs contracté de -0,7 % en glissement annuel. Dans ce contexte, l'opposition a proposé une baisse temporaire du taux de TVA à 5 % pour tous les biens, voire une suppression ciblée sur les produits de première nécessité. Actuellement, les biens de consommation sont soumis à une taxe de 10 %, et de 8 % pour certains produits essentiels. Sur l'année fiscale 2024-2025, cette taxe représente 22 % de l'ensemble des revenus de l'État japonais et près du tiers des seules recettes fiscales. Le Premier ministre a pour le moment écarté tout abaissement de la taxe, estimant qu'une telle mesure compromettrait la soutenabilité des finances publiques ainsi que la qualité des services sociaux. Toutefois, les discussions se poursuivent au sein de la coalition gouvernementale, des représentants du parti centriste Komeito s'étant déclarés ouverts à une baisse ciblée. [Nikkei Asia](#), [The Japan Times](#), [Ministry of Internal Affairs](#).

## Entreprises

La relance de l'industrie japonaise des semi-conducteurs progresse lentement. En dépit de financements importants annoncés (plus de 9000 Md JPY, soit 55 Md EUR, d'investissements privés prévus entre 2022 et 2029 et plus de 10 000 Md JPY / 61 Md EUR d'aides publiques annoncées d'ici 2030), la production de masse n'a débuté que dans trois des sept nouvelles usines de semi-conducteurs construites, rénovées ou acquises au Japon au cours des deux dernières années. Cette situation s'explique par une demande faible pour les puces utilisées dans des applications autres que l'intelligence artificielle, notamment dans la production de smartphones, véhicules électriques et équipements industriels. Renesas, par exemple, a rouvert son site de production de Kofu (préfecture de Yamanashi) après neuf ans de fermeture, mais n'a pas lancé la production comme prévu début 2024, en raison d'un marché incertain dans la production de véhicules électriques. Rohm a uniquement entamé une phase de production expérimentale dans une usine acquise en 2023. Ce phénomène n'est pas propre au Japon : la baisse des ventes de smartphones et d'ordinateurs depuis la crise du Covid-19 affecte l'ensemble du marché mondial. La relance de l'industrie des semi-conducteurs reste une priorité du gouvernement japonais. [Nikkei Asia](#)

Le projet d'acquisition de U.S. Steel par Nippon Steel, bloqué en janvier par J. BIDEN, pourrait aboutir sous D. TRUMP. Annoncée en décembre 2023 pour une valeur de 14,1 Mds USD, l'opération avait été bloquée par J. Biden, invoquant un motif de « sécurité nationale ». D. TRUMP, également opposé à ce rachat dans un premier temps, a demandé en avril une réévaluation du dossier par le CFIUS (*Committee on Foreign Investment in the United States*). Le 23 mai, il a finalement exprimé son soutien à l'opération, qualifiant l'acquisition de « partenariat stratégique » et soulignant ses retombées économiques : 70 000 emplois créés et 14,1 Mds USD injectés dans l'économie américaine. D. TRUMP reste opposé à un rachat total de l'entreprise et son appui est conditionné à certaines garanties (maintien du siège à Pittsburgh, majorité du conseil d'administration composée de citoyens américains et interdiction de délocaliser la production), dont les modalités sont encore à l'étude mais pourraient prendre la forme de l'attribution au gouvernement américain d'une « *golden share* ». Nippon Steel tente de finaliser le rachat avant le 18 juin. Si l'acquisition échoue, Nippon Steel devrait verser 565 millions de dollars de pénalités. [Nikkei Asia](#), [Nikkei Asia 2](#)

## Corée du Sud

### Politiques économiques

LEE Jae-Myung est élu président de la République de Corée, avec un programme économique classé au centre-gauche. Le 3 juin, au cours d'une élection présidentielle anticipée faisant suite à la destitution du Président conservateur YOON Suk-yeol en avril dernier, le candidat démocrate LEE Jae-Myung a recueilli près de 49% des suffrages (selon les résultats quasi-définitifs annoncés par la commission électorale), devançant très nettement le candidat conservateur KIM Moon-soo (42%), pour ce scrutin à un tour. LEE Jae-Myung a été investi dès le lendemain président de la République de Corée pour un mandat de 5 ans. Lors de la campagne, il a pris position pour un retour de l'Etat au centre du développement économique coréen, avec des budgets publics conséquents, comme un plan de 67 Mds EUR pour l'intelligence artificielle ou la construction d'un million de logements. Il promeut une politique industrielle active en soutien aux secteurs critiques, comme les semi-conducteurs ou l'industrie de la défense. Sa politique énergétique est nettement en faveur des renouvelables, et le candidat a proposé la création d'un ministère du Climat et de l'Energie (l'énergie étant actuellement rattachée au ministère du Commerce et de l'Industrie). Sur le plan international, il prône une approche prudente de la négociation commerciale avec l'administration Trump, ainsi qu'une

stabilisation de la relation économique avec la Chine et une diversification des partenariats. [Le Monde](#), [Yonhap](#), [Yonhap](#).

**Face aux incertitudes économiques, les autorités mettent l'accent sur la relance.** Début mai, le Parlement a adopté un budget supplémentaire de 9,7 Mds USD, supérieur à la proposition initiale du gouvernement (8,6 Mds USD). Parmi les priorités retenues, plus d'un tiers de l'enveloppe est consacré au soutien aux ménages, notamment sous forme de chèques-cadeaux, ainsi qu'à l'appui aux petites entreprises. Une part comparable du budget est orientée vers le renforcement du commerce extérieur et l'accompagnement des secteurs stratégiques, dans un climat international incertain. La prévention et la gestion des catastrophes naturelles, en particulier les incendies de forêt, constituent le troisième axe majeur d'intervention, mobilisant près d'un quart des ressources. Le gouvernement prévoit une mise en œuvre accélérée de ces mesures, avec environ 70 % des crédits mobilisés dans les mois à venir. L'adoption de ce budget supplémentaire s'accompagne d'une révision des équilibres budgétaires: le déficit public pour l'année 2025 est désormais attendu à 3,3 % du PIB (2,8 % auparavant), tandis que le ratio d'endettement public devrait atteindre 48,4 % à la fin de l'année (48,1 % auparavant). Sur le plan monétaire, dans un contexte d'inflation maîtrisée, la Banque de Corée réaffirme également son orientation en faveur de la croissance par l'atténuation récente des pressions sur le won: lors de sa réunion de fin mai, l'institution a abaissé son taux directeur à 2,5 %, signant ainsi une quatrième baisse en l'espace de six mois. [Reuters](#), [Business Korea](#), [Chosunbiz](#), [Chosunbiz](#), [KBS](#)

## Entreprises

**Les chantiers navals Hanwha au cœur des enjeux de coopération Corée-Etats-Unis.** Suite au rachat de Philly Shipyard pour 100 Mi USD fin 2024, le conglomérat coréen Hanwha ambitionne de devenir le premier constructeur naval sur le sol américain. Rebaptisé *Hanwha Philly Shipyard*, le site de Philadelphie prévoit de multiplier par 6 sa capacité de production, passant de 1,5 à 10 navires par an. L'entreprise sud-coréenne y construira notamment des navires méthaniers, utilisés pour transporter du gaz naturel liquéfié — une première historique pour un chantier naval basé aux États-Unis. Hanwha entend ainsi s'imposer sur le segment des navires commerciaux à forte valeur ajoutée, tout en répondant aux besoins croissants de la marine américaine, engagée dans un plan d'expansion de sa flotte à 250 unités. En parallèle, Hanwha Ocean a décroché un contrat stratégique de maintenance, réparation et révision (MRO) avec l'US Navy, estimé à 60 Mds USD, ce qui constitue une percée inédite pour un acteur asiatique dans ce secteur militaire. Pour atteindre ces objectifs, Hanwha investira 70 Mi USD dans la modernisation du chantier. Par ailleurs, l'autre groupe naval coréen

Hyundai Heavy Industries a également exprimé son intention d'étendre ses opérations aux États-Unis, confirmant l'intérêt sud-coréen croissant pour le marché naval américain. Ce projet s'inscrit dans un contexte de restructuration de l'industrie navale américaine, en quête de partenaires industriels fiables face aux tensions géopolitiques croissantes dans le Pacifique. [KED Global](#), [Chosun](#), [Korea Jungang Daily](#)

**Samsung Electronics réalise sa plus grosse acquisition en 8 ans avec le rachat de l'allemand FläktGroup.** Samsung a annoncé le rachat, pour 1,7 Md USD, du fournisseur allemand de solutions de chauffage, ventilation et climatisation (CVC), fondé en 1918 en Suède. L'acquisition de 100% des parts du fonds d'investissement Triton vise à renforcer la présence de Samsung sur le marché mondial du CVC, un secteur en pleine croissance, liée à l'essor de l'IA de la robotique et des véhicules autonomes. Samsung renforce ainsi sa concurrence avec LG, déjà bien implantée en Europe dans le secteur du CVC. Cette opération s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification de Samsung, visant à renforcer sa présence sur des marchés où elle reste encore en retrait. Elle marque aussi une nette accélération de la stratégie de fusions-acquisitions du premier conglomérat coréen : en 2023, Samsung avait déjà ainsi investi 63 Mi USD pour acquérir 14,7% de Rainbow Robotics, et sa filiale Harman avait racheté la division audio de Masimo pour 350 Mi USD. D'autres acquisitions plus modestes avaient ponctué ces dernières années, comme celles de Corephotonics, spécialisée dans les technologies vidéo (2019), ou encore de la startup française Sonio, qui développe des solutions d'échographie prénatale assistées par IA (2024). [Business Korea](#), [The Korea Herald](#), [Korea Times](#)

**LG Energy Solution investit dans une usine de recyclage de batteries en France.** Le premier fabricant de batteries coréen et 3<sup>e</sup> au monde a annoncé, le 28 avril 2025, un partenariat avec le groupe français du recyclage Derichebourg, pour construire une usine de recyclage de batteries au lithium usagées à Bruyères-sur-Oise (Val-d'Oise). Le site, dont la construction doit débuter en 2026 et qui devrait être mis en service en 2027, aura une capacité de recyclage de plus de 20 000 tonnes. Il servira à décharger et broyer des batteries usagées pour fabriquer de la black mass, une poudre qui concentre les métaux critiques comme le nickel et le cobalt. Dans un premier temps, l'usine utilisera comme matière première les chutes de production de l'usine LG Energy Solution de Pologne. Le co-investissement, premier de LG Energy Solutions dans le domaine du recyclage en Europe, serait de l'ordre de 35 Mi EUR et prendra la

forme d'une coentreprise à 50-50. [Les Echos](#), [Yonhap](#), [Usine Nouvelle](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

[raphael.keller@dgtresor.gouv.fr](mailto:raphael.keller@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : [tokyo@dgtresor.gouv.fr](mailto:tokyo@dgtresor.gouv.fr)